

MOBILISATION DES ASSOCIATIONS POUR LA CITOYENNETE

Intervention de Richard Del Taglia pour l'association « Des enfants, Un quartier, La vie » (EQV) - Action parents/ enfants de 6 à 11 ans dans le groupe scolaire Jules Muraire.

Toulon, préfecture du Var, le mardi 3 février 2015

Monsieur le préfet

Nous ne pouvons que nous réjouir qu'un tel débat puisse avoir lieu car effectivement nous avons été traumatisés par ces sauvages assassinats.

Mais comme le rappelle le ministre de la ville et la secrétaire d'état chargée de la politique de la ville je cite : « *inévitablement ces débats vont avoir des effets sur la perception que peuvent avoir les acteurs de leur propre action dans le déploiement des différentes politiques publiques etc.* »

En effet nous sommes bien obligés, du moins en ce qui concerne notre association, de faire part de ce que nous vivons.

Nous sommes prêts à mieux contribuer au resserrement du lien social. Encore faut-il avoir des moyens.

Hors, si les ministères concernés entendent bien, c'est ce qui a été écrit : sanctuariser la politique de la ville, il n'en demeure pas moins que **globalement les enveloppes financières ont énormément diminué.**

Aujourd'hui nous accusons un **retard de 3 mois** dans le dépôt des dossiers une réunion qui devait se tenir le 16 janvier avec les techniciens de la politique de la ville a été annulée à la demande de l'ACSE. Ce qui veut dire que si les subventions tardent nous ne serons plus en mesure de fonctionner.

Je rappelle que **200 000 emplois sont menacés dans le secteur associatif, que le gouvernement a élaboré un projet d'ordonnance pour transposer les directives européennes sur les marchés publics en droit national ou y sont assimilés toutes les associations qui reçoivent plus de 50% de financements publics à des acheteurs publics...** si c'était accepté des associations seraient tenues elles mêmes à passer des marchés publics pour leurs achats. Vive la simplification administrative.

Qu'au quartier de la Serinette à Toulon l'association **Vivre à la serinette a déposé le bilan** et que pour le moment, à ma connaissance il n'y a pas de remplaçant.

Est-ce qu'à minima, le montant des subventions seront maintenus ? Peut être que nous serons obligés de vous demander l'autorisation de nous faire accorder le **chômage technique pour nos salariées le temps que les subventions ou notifications arrivent.**

Travaillant dans le centre ancien il nous semble aussi important, pour être cohérent avec l'objectif de cette réunion, que **pour les 6 écoles maternelles et primaires du centre ville** : Les Remparts, la visitation, Saint Louis, Muraire, **leur soient attribuées le niveau REP+.** Ca serait un signe fort venant de votre côté sur la contribution au resserrement du lien social en direction des parents et des enseignants de ces écoles.

J'ai trouvé aussi très justes ce qu'a dit le 1^{er} ministre lorsqu'il a dit que **certain vivait dans des ghettos et qu'il y avait là un véritable apartheid**, ce qui lui a valu des paroles d'hostilité de la part de députés, et donc je trouve que la contribution du

neuropsychiatre toulonnais Boris Cyrulnik est éclairante. Je le cite parlant des terroristes : « *ce ne sont pas des fous, ce ne sont pas des monstres, ce sont des hommes en détresses psychologique et sociale qu'on repère et qu'on envoie au sacrifice* ». En fait il pointe que ce ne sont pas des individus recrutés au hasard mais bien des êtres fragilisés par un contexte particulier et recrutés en connaissance de cause par des filières spécialisées promptes à attiser les rancœur et leur offrir une pensée prémâchée.

Nous, les associations, avons joué jusqu'à là le rôle de la soupape de l'autocuisseur, on peut encore le jouer à condition d'en avoir les moyens mais il a des limites et si les jeunes n'ont pas de perspectives réelles d'avenir tout est possible. Un jeune qui voit ses parents sans travail, qui lui même se retrouve en échec scolaire, qui se trouve confiné à ne rien faire, peut devenir une proie facile pour les diverses mafia...

Alors on a trouvé une solution miracle le service civique : 8 français sur 10 se disent favorables à un service civique obligatoire qui permettrait d'améliorer la cohésion sociale. Je rappellerai que dans les années 1990 ce qui était l'équivalent de la politique de la ville avait patronné un livre qui s'appelait « faire France », où il était démontré l'envie et le besoin des habitants d'origine étrangère de se rapprocher de cette idée de la France et de ses coutumes, depuis on a peut être reculé ? Etant un ancien de l'Arsenal, à l'époque avec d'autres, nous n'étions pas d'accord avec la suppression du service militaire où malgré des défauts c'était à la fois un lieu de cohésion sociale et de valeurs républicaines. Des organisations avaient avancé l'idée d'un service national de 6 mois. Il était répondu « trop court, on peut rien apprendre », mais aujourd'hui le contrat de service civique est de seulement 8 mois.

Alors pourquoi pas un service civique obligatoire mais sous quelle forme ? Pour servir de faux salariés aux associations en état comateux ou pour leur faire accomplir des travaux qui se substitueraient à des emplois à plein temps ?

Dans tous les cas, du fait d'obligatoire et s'adressant à tous -filles et garçons de 18 à 22 ans- il ne pourrait s'agir que d'une structure nationale décentralisée n'ayant rien à voir avec ce qui existe actuellement, où une association choisit le profil du jeune qu'elle recrute et peut s'en séparer en cas de problème.

Contre la lutte aux différents ismes, avec les enfants nous les avons fait travailler autour des contes des mille et une nuit en relation avec l'institut du monde arabe, nous les avons amenés visiter le camp des milles à coté d'Aix en Provence et cette année nous travaillons autour de la guerre de 1914 où le 11 novembre les enfants de notre centre aéré ont déposé une gerbe de fleurs devant le monument aux morts se trouvant dans l'école anciennement collège Rouvière.

Enfin pour terminer je voudrais rappeler que si nous avons été traumatiser par les attentats terroristes, dans une moindre mesure il faut se rappeler des incidents violents qui se sont déroulés en région parisienne et que vers la fin des années 90 nous avons connu à Toulon les événements, moins important, du Jonquet, mais toujours liés à la mal vie et à l'injustice. **Donc l'Etat aurait intérêt à s'attaquer réellement aux causes qui génèrent de l'exclusion.**

Contact : egv@orange.fr